

MDA: Orientations pour le redressement national

Le peuple comorien a fait le choix, le 26 décembre 2001, de vivre dans le cadre d'institutions fédérales renouvées accordant à chaque entité insulaire, une autonomie suffisante pour gérer librement et démocratiquement ses affaires et promouvoir son développement socio-économique. Exploité à bon escient, ce cadre peut en effet offrir à l'Etat une chance nouvelle pour répartir sur des bases saines et solides.

L'essentiel des pouvoirs étant dévolus aux îles, il appartient au Président de l'Union de déterminer les orientations générales de la politique intérieure et étrangère de l'Etat. Le présent document a pour but d'en fixer les grandes lignes pour les quatre années à venir à compter depuis 2006.

Les problèmes des Comores sont multiples et variés. Les plus préoccupants sont, bien évidemment, ceux liés à la détérioration de l'état de santé de la population, au désœuvrement de la jeunesse et à l'appauvrissement croissant des ménages. Il y a ensuite les tiraillements politiques qui ont engendré la grande instabilité que nous traversons laquelle a failli compromettre les fondements de la Nation comorienne et sa cohésion sociale. Viennent enfin, les difficultés essentiellement économiques et financières, consécutives à la gestion désastreuse et calamiteuse des finances publiques de ces quinze dernières années.

Ces problèmes ne peuvent trouver de solutions durables que dans le cadre d'une politique cohérente de développement dont le choix stratégique tiendront compte à la fois des réalités géostratégiques des Comores et de l'évolution du monde.

Ceci étant, il y a lieu que les orientations en vue d'une politique nouvelle soient élevées au niveau des enjeux véritables du pays et des besoins réels des Comoriens.

1. Les défis de l'avenir

Hormis les impératifs de reconstruction nationale, deux défis majeurs attendent le Nouvel ensemble comorien:

1. La pression démographique avec ses conséquences sur les écosystèmes, immigrations intérieures et extérieures, prix de l'urbanisme, forte pression sur les infrastructures et les services sociaux. Ce facteur a effectivement des répercussions importantes sur les plans politiques, économique et social. Il influe sur les variables d'offres et de demande de biens et de services avec des effets positifs et négatifs mais, pour le cas spécifique des Comores, plutôt des inconvénients que des avantages, en matières d'emplois, de revenu, d'éducation et de santé.
2. La mondialisation des échanges internationaux avec ses avantages, ses contraintes et ses incertitudes. En ce nouveau millénaire en effet, l'aide au développement est subordonnée à l'effort intérieur lequel ne peut se dissocier du respect des principes de bonne gouvernance, des droits de l'Homme et de la Démocratie. C'est le respect des principes qui suscitera l'aide internationale et la coopération au développement qui au-delà des valeurs qu'ils véhiculent, sont également des facteurs de bien être pour la population comorienne.

2. Les orientations pour relever ces défis.

Pour entamer la construction du Nouvel ensemble comorien dans les meilleures conditions, les Comoriens ont intérêt à se doter d'ambitions à la mesure des enjeux du moment. Si ces ambitions ne doivent pas être en déphasages avec les réalités socio-économiques du pays, elles doivent en revanche s'inspirer des modèles qui réussissent par ailleurs. Elles doivent avoir pour finalité de créer pour les Comores, une société de paix, de liberté, de progrès, de solidarité et de responsabilité:

(a)-Une société de liberté parce que sans liberté, il ne pourra y avoir d'épanouissement des individus alors que l'individu est la principale richesse à laquelle nous allons devoir le plus compter. Mais la liberté ne signifie pas que tout est permis. De même que s'impose la bonne gouvernance et la tolérance zéro en matière de corruption, toute dérive off shore doit être combattue. Nous n'avons pas le droit de laisser nos richesses disparaître au profit de quelques-uns et notre patrimoine se dilapider dans des accumulations indécentes.

(b)-Une société de paix, car la paix est le gage que nous pourrons apporter au monde quant à notre détermination à lutter contre la pauvreté et la misère. Mais il n'y aura pas de paix sans justice sociale.

(c)- Une société de progrès car le premier des droits humains est celui de satisfaire les besoins essentiels de survie et de dignité. Si ce minimum n'est pas assuré de manière à ce que chaque comorien soit dégagé de l'insécurité alimentaire chronique, tout effort du gouvernement sera voué à l'échec.

(d)- Une société de solidarité car la solidarité est l'essence même de notre société et de la religion islamique qui la fonde. L'heure n'est plus aux clans, aux luttes intestines mais à l'union de tous pour un futur qui n'a plus de temps à perdre.

(e)- Une société responsable envers elles-même et envers les générations à venir et ce d'autant plus que nos choix politiques d'aujourd'hui sont les grains que nous germons pour récolter la société de demain.

Les options fondamentales

1.Assurer le plein-emplois afin de donner à chaque comorien les moyens de sa substance.

L'autosuffisance alimentaire ou la sécurité alimentaire, en tant qu'objectifs de développement sous les régimes précédents, se sont tous, avérés utopique puisque l'Etat, démuné et dépouillé, n'a jamais été en mesure de mettre à la disposition des paysans comoriens, les moyens technologiques et financiers nécessaires à leur réalisation.

Assurer le plein-emploi, afin de donner à chaque comorien les moyens de sa subsistance, demeure de loin la solution la plus la plus réaliste, compte tenu de l'évolution des mentalités, quand bien même, elle n'en constitue pas la plus simple. Assurer le plein-emploi n'exclut pas que des objectifs connexes comme le sécurité alimentaire à défaut d'une autosuffisance alimentaire soient effectivement recherchés. Il suppose en tout cas des choix difficiles, des stratégies bien réfléchies et surtout la concession de beaucoup de sacrifices. Il implique un changement radical des mentalités et une souplesse pour s'adapter aux contraintes du marché international. Un tel choix soulève de nombreux problèmes, exige des investissements coûteux, pour une production en grande série et une économie diversifiée, capable de créer des emplois sans cesse renouvelés. Et comme notre pays est pauvre et notre main d'oeuvre peu qualifiée, il nous appartient d'associer ceux qui disposent des moyens et du savoir-faire nécessaire à sa réalisation.

2.Accroître les ressources de l'état pour lui permettre de créer le cadre et les conditions d'une vie meilleur pour la population.

Actuellement, la situation financière de l'état, en raison de la baisse des recettes d'exportation de l'évasion fiscale, des détournements de fonds publiques, ne laisse aucune marge pour créer les

investissements nécessaires au développement et répondre aux exigences qu'impose la croissance de la population; En effet, pour qu'il y ait croissance économique, il faut que l'état puisse dégager régulièrement et de manière constante des ressources nouvelles qui soient allouées à des investissements en infrastructures, en capital humain.

Ces ressources nouvelles peuvent provenir en premier lieu de nos propres moyens par l'assainissement des finances publiques, la lutte contre la corruption, les détournements de fonds publics et l'évasion fiscale.

Elles peuvent provenir en second lieu de la concession de sacrifices supplémentaires de la part des comoriens qui en ont les moyens, de la mobilisation d'une épargne intérieure et de la réorganisation des canaux financiers afin de permettre notamment aux travailleurs expatriés d'investir dans le pays.

Elles peuvent provenir en troisième lieu des secteurs agricoles qui représentent plus de 40% du PIB. C'est pourquoi, il est nécessaire de lutter contre la tendance à la baisse de la production, observée actuellement, en encourageant les paysans à produire plus et en meilleure qualité, aussi bien dans les filières classiques des produits d'exportation que dans les filières des productions vivrières.

Enfin, l'accroissement des ressources de l'Etat peut être obtenu en faisant appel à des financements extérieurs lesquels renoueront grâce à la confiance que nous aurons restaurée avec les bailleurs de fonds.

3. Enrayer la pauvreté et réduire les inégalités sociales par la mise en place de mécanismes de redistribution des richesses

La crise anjouanaise et le lourd tribut payé par les Comoriens durant cette crise ne seront pas vains si nous en tirons suffisamment les leçons. En effet, ces événements, aussi tragiques soient-ils, permettent de mettre en lumière la situation de la pauvreté et de la précarité aux Comores; mettre en oeuvre des mécanismes de redistribution des richesses suppose la création de structures permettant aux plus pauvres, c'est-à-dire les hommes et les femmes qui ont de sérieuses difficultés à satisfaire leurs besoins primaires de bénéficier des fruits de la croissance, par le partage d'une partie de la richesse créée par celle-ci.

4. Mettre en oeuvre une politique de population.

La diminution de fécondité et de la croissance démographique est naturellement dépendante des progrès accomplis en matière de développement. Cependant, les Comores ont besoin d'une politique de population résolue qui devra avoir comme objectifs, de ralentir la croissance démographique, par une large diffusion des méthodes de planification familiale et d'espacement des naissances, et la réalisation de progrès sensibles en matière de moralité maternelle et infantile. Afin d'éviter qu'elle se heurte aux contraintes socioculturelles, cette politique devra être menée aux travers d'une approche participative des intéressés eux-mêmes.

5. Sauvegarder et développer l'identité et les valeurs socioculturelles.

La vie des peuples est conditionnée par des valeurs morales, sociales et culturelles comme l'honnêteté, la solidarité, l'esprit de sacrifice, le dévouement, la compétence, la tolérance, l'indulgence, la mansuétude, la constance dans l'accomplissement des devoirs qui en constituent le fondement individuel et collectif. Ces valeurs influent sur les activités de production, de distribution et consommation. Les nôtres sont aujourd'hui perverties et aucune structure n'existe pour les rétablir. Ils en constituent même les causes fondamentales de la crise actuelle.

Faire triompher en nous ces valeurs, c'est consolider à la fois notre identité socioculturelle, créer les conditions du développement économique et social et protéger les valeurs identitaires de notre religion. Laquelle doit rester à l'écart de la chose publique tout en restant attentive à ses excès. Notre société devant évoluer vers une plus grande modernité, une participation plus accrue de la femme comorienne à la vie nationale est devenue un devoir auquel nul ne transiger. C'est également dans ce cadre que s'inscrira la lutte contre l'analphabétisme, l'ignorance, le chauvinisme insulaire et les moeurs rétrogrades.

6.Préserver l'équilibre écologique pour les besoins des générations futures.

Les nobles objectifs ci-dessus évoqués seront d'autant plus difficile à atteindre qu'un développement durable n'a plus le droit de détruire l'environnement qui est à la base même de la production future. Les Comoriens doivent savoir que la présence d'un riche patrimoine naturel et culturel est pour eux un atout important pour leur survie, le développement du pays et les besoins des générations futures. Il contribuera à l'amélioration de la santé de la population et à son épanouissement, au renforcement de l'identité culturelle et peut même être source de revenus supplémentaires, notamment dans le domaine du tourisme. Des efforts louables ont été accomplis pour la protection de l'environnement grâce à l'aide internationale et au dévouement de la jeunesse. De tels efforts mériteront d'être soutenu, encouragés et étendus à tous les autres domaines de l'environnement comme la protection de la faune, de la forêt, de la flore, des sites touristiques et des monuments historiques.

La stratégie

Pour mettre en oeuvre cette approche politique nouvelle, une stratégie de développement s'impose. Elle s'articule autour de trois axes.

1.Mettre à profit les atouts et les richesses que dispose le pays pour promouvoir son développement.

1.1 La beauté naturelle de l'archipel, pour développer le tourisme.

En effet, la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a. Aux Comores, recèlent de richesses rares fondés sur sa beauté naturelle, qui sont recherchées partout dans le monde. C'est en tout cas un atout à préserver, à entretenir et à développer pour la promotion du tourisme et pour l'attraction des investisseurs étrangers.

1.2 La richesse du fonds marin, pour développer la pêche.

Les Comores, ce sont des îles entourées d'eaux réputées poissonneuses. Comment comprendre que la pêche industrielle et hauturière n'ait pu se développer aux Comores alors que nous savons que nos voisins ont des industries de pêches qui constituent le fleuron de l'océan indien et qui contribuent à assurer une relative sécurité alimentaire en protéine, pour leurs populations, créer des emplois et à glaner des devises pour leurs économies ?

1.3 La position géographique dans l'océan indien et son image de carrefour des civilisations africaine, francophone et arabo-islamique.

Par sa position géographique et hautement stratégique, en Afrique et dans l'océan indien, notre pays est incontestablement le mieux indiqué pour représenter les couleurs des cultures et civilisations africaine, francophone et arabo-islamique dans cette zone. Il bénéficie de cadres suffisamment compétents dans ces domaines pour concrétiser de telles ambitions. L'idée consisterait à favoriser la cohabitation, pour la meilleur complémentarité possible, de ces différentes cultures universelles, en mettant à profit les potentialités intellectuelles existantes afin de faire des Comores, un centre de rayonnement des cultures et civilisations francophones et arabo-islamique.

2.Utiliser les avantages qui existent notamment par la coopération régionale.

L'intégration régionale, dans le cadre notamment de la COI et COMESA et éventuellement SADC, offrent de belles perspectives de développement, de paix et de stabilité pour notre pays qui ne sont pas toujours exploitées efficacement. De plus, les pays donateurs entendent accorder à l'avenir une plus grande importance à cette forme de coopération qui garantit une meilleur utilisation des aides internationales. En conséquence, les Comores ont tout intérêt à faire dorénavant de l'intégration régionale, leur pôle stratégique de développement privilégié.

En outre, étant donné le rôle et la place de la France, notre partenaire politique et économique principale, dans cette région du monde, nos relations avec Paris doivent lever toute forme d'ambiguïté. L'île de Mayotte doit pouvoir retrouver pleinement sa place dans la région et tirer profit de l'intégration régionale, dans l'intérêt de tous les Comoriens. Le développement de l'archipel dans son ensemble dépend en effet de chacune des îles qui le composent. L'agriculture, la pêche, le tourisme ne peuvent se développer harmonieusement que dans le cadre d'une coordination économique entre les îles de Mayotte, Anjouan, Mohéli et Grande Comore lesquelles ont des intérêt et un destin communs. Et parce qu'il y a plus de 200 000 comoriens sur le territoire français dont les transferts réguliers alimentent l'économie nationale, les relations entre les Comores et la France doivent être soutenues, protégées et renforcées.

3.Ouvrir le pays à l'investissement étranger.

Les ressources limitées du pays en matières premières et en capacité de financement, la pression démographique et l'étroitesse du marché local sont autant de contraintes que les Comores ne pourront surmonter pour leur développement, sans une large ouverture de ses frontières aux investisseurs étrangers. Cette ouverture peut se concrétiser à travers plusieurs formules: la zone franche industrielle d'exportation, les services « offshore », le port franc et bien d'autres; Mais l'attraction des investisseurs étrangers n'est pas un exercice simple, d'autant que la conditions et l'environnement propices permettent à ces investisseurs potentiels de se sentir sécurisé chez nous plus qu'ailleurs.

Les conditions de la réussite.

La réussite de cette stratégie suppose à son tour que trois étapes soient franchies au préalable. C'est le programme d'action qui devra incomber au gouvernement issu des prochaines élections présidentielles (en 2006 incha Allah).

1.Rétablir les équilibres politiques et institutionnels par la réalisation de la réconciliation nationale et la consolidation de la paix sociale.

Cette première phase a commencé avec la signature samedi 17 février à Fomboni (Mohéli) de l'Accord cadre de réconciliation nationale, sous l'égide de la communauté internationale. Il se poursuit avec la mise en place progressives des institutions de l'Union des Comores. Il reste à

présent aux responsables politiques de trier les leçons de la crise en créant les conditions pour cicatrifier les blessures, réconcilier véritablement le peuple comorien et consolider ainsi l'unité nationale, sérieusement ébranlée, durant ces dernières années. Pour ce faire, il appartiendra aux futurs dirigeants du pays de:

- œcarter des affaires ceux qui nuisent à la paix par leurs mensonges et leurs actes: **c'est la restauration de la justice;**
- œannoncer le dialogue avec la population directement et leur tenir le langage de la vérité et de la sincérité: **c'est l'assainissement de la vie politique en l'occurrence la bipolarisation;**
- œpromouvoir la liberté et surtout la liberté d'expression de manière à ce que chacun puisse exprimer ses opinions et ses idées librement: **c'est la restauration de la démocratie;**
- œpromouvoir la participation de tous à la gestion des affaires à travers les collectivités locales et régionales et à travers les organisations de la société civile, les syndicats et partis politiques: **c'est la décentralisations politique et économique;**
- œréformer la société, les moeurs et les coutumes qui avilissent et freinent l'émancipation des jeunes et particulièrement les femmes: **c'est la réforme des moeurs et des coutumes;**
- œdévelopper l'éducation et la culture – promouvoir les valeurs universelles de la réussite: **c'est la réforme de l'éducation nationale.**

Mais la base essentielle de la paix sociale et du fondement de l'unité nationale reste incontestablement la restauration de la justice.

2.Rétablir les équilibres économiques par la mise en oeuvre du PAS et renouer la confiance avec les bailleurs de fonds.

Pour rétablir la confiance avec les bailleurs de fonds, les institutions de Breetton Woods mais aussi l'ensemble de nos partenaires économiques et financières, l'Etat devra:

- œmettre en oeuvre les mesures préconisées par le programme de surveillance, pour assainir les dépenses publiques, améliorer les rentrées fiscales et accélérer les procédures de privatisation des entreprises publiques en cours.
- œdonner un signal fort à l'ensemble des bailleurs de fonds et fournisseurs de l'état, sur notre détermination à gérer autrement.

En effet, les bailleurs de fonds souvent déçus par le laxisme des dirigeants comoriens veulent voir venir des actes concrets avant d'accorder à nouveau leur confiance. Ils veulent sentir en face d'eux des dirigeants honnêtes et responsables bien décidés à « prendre le taureau par les cornes », pour sortir leur pays de la misère et du sous-développement. Pour cela, nous avons besoin de faire nos preuves, en donnant un signal fort; ce signal peut être matérialiser par la mise en place d'une commission type, « **commission vérité et réconciliation** » mise en place en Afrique du sud pour clarifier toutes les affaires obscures des régimes précédents et pour récupérer les biens d'Etat spoliés. Attention, ce n'est pas de la rigolade MDA le fera.

3.Mettre en place un cadre incitatif pour attirer les investisseurs étrangers.

Plusieurs fois, le code des investissements a été remanié pour s'adapter à la conjoncture économique et sociale. Le code des investissements actuellement en vigueur a été élaboré sous l'autorité de la banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

Cependant dans la perspective de l'ouverture du pays à l'investissement étranger, les Comores ne peuvent se permettre de moleté. Afin d'amorcer un mouvement d'investissement, il est nécessaire d'adopter un statut au moins aussi incitatif que celui des pays de la région qui se sont ouverts à l'extérieur comme l'île Maurice, les Seychelles, à défaut d'être attractif qu'eux.

Outre le réaménagement du code des investissements, d'autres mesures seront nécessaires pour stimuler l'investissement étranger. On peut citer à titre d'exemples:

- œ la mise en place d'une politique de formation de cadres et de la main d'oeuvre qualifiée,
- œ la mise en place de services d'appui satisfaisants, banques, assurances, cabinets d'audits, juristes etc.
- œ la mise en place d'une infrastructure de base adéquate, port, aéroport, électricité, route, transport, communications santé, éducation,
- œ la mise en place d'une politique étrangère et d'intégration régionale appropriée.

Mouvement Démocratique pour l'Avenir des Comores
secrétariat de la cellule de Paris
Ali Mahamoudou